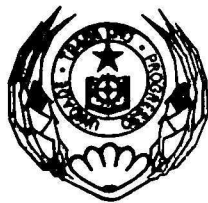


REPÚBLICA DE



CABO VERDE

BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 36 500

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

O preço dos anúncios é de 10% a linha. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas ou com tabelas intercaladas no texto será o respectivo espaço acrescentado de 30%. Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

ASSINATURAS:

	Ano	Semestre
Para o País...	1 000\$00	600\$00
Para países de expressão portuguesa...	1 500\$00	800\$00
Para outros países ...	1 800\$00	1 000\$00
AVULSO Por cada duas páginas...	4\$00	

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Todos os originais com destino ao Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional até às 16 horas de Quinta-feira de cada semana.

Os que o forem depois da data fixada ficarão para o número da semana seguinte.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo selo branco.

SUPLEMENTO

SUMÁRIO

CONSELHO DE MINISTROS:

Decreto n.º 98/84:

Aprova a Convenção sobre Segurança Social entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos.

Contas e balancetes diversos.
Avisos e anúncios oficiais.

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n.º 98/84
de 10 de Outubro

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É aprovado, nos termos do artigo 75.º g) da Constituição, a Convenção sobre Segurança Social entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos, cujo texto em francês e a respectiva tradução não oficial em português fazem parte integrante do presente diploma, a que vão anexos.

Art. 2.º Este decreto entra imediatamente em vigor e a referida Convenção produzirá efeitos de conformidade com o que nela se estipula.

Pedro Pires — Silvino da Luz — Arnaldo França.

Promulgado em 2 de Outubro de 1984.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

Convention de Sécurité Sociale entre la République du Cap-Vert et le Royaume des Pays-Bas

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert et

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
Animés du désir de régler les rapports dans le domaine de sécurité sociale entre les deux Etats sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

Dispositions générales

Article 1

Aux fins de l'application de la présente Convention:

- a) le terme «territoire» désigne:
 - en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas: le territoire du Royaume en Europe (désigné ci-après par le terme «Pays-Bas»);
 - en ce qui concerne la République du Cap-Vert: le territoire de la République du Cap-Vert;
- b) le terme «ressortissant» désigne:
 - en ce qui concerne les Pays-Bas: une personne de nationalité néerlandaise;
 - en ce qui concerne le Cap-Vert: une personne de nationalité capverdienne;
- c) le terme «travailleur» désigne un travailleur salarié ou assimilé selon la législation de la Partie Contractante en cause;

- d) le terme «*législation*» désigne les lois, les règlements et les dispositions statutaires, et toutes autres mesures d'application, qui concernent les régimes et branches de la sécurité sociale visés au paragraphe premier de l'article 2.
- e) le terme «*autorité compétente*», désigne le ministre, les ministres, ou l'autorité correspondante dont relèvent les régimes de sécurité sociale;
- f) le terme «*institution compétente*» désigne soit l'institution à laquelle l'assuré est affilié au moment de la demande de prestations, soit l'institution de la part de laquelle il a droit à prestations ou il aurait droit à prestations, s'il résidait sur le territoire de la Partie Contractante où se trouve cette institution, soit l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;
- g) le terme «*pays compétent*» désigne la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente;
- h) le terme «*résidence*» signifie le séjour habituel;
- i) le terme «*séjour*» signifie le séjour temporaire;
- j) le terme «*institution du lieu de résidence*» désigne l'institution habilitée à servir les prestations dont il s'agit au lieu où l'intéressé réside, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;
- k) le terme «*institution du lieu de séjour*» désigne l'institution habilitée à servir les prestations dont il s'agit au lieu où l'intéressé séjourne temporairement, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;
- l) le terme «*membres de famille*» désigne les personnes définies ou admises comme membres de famille ou désignées comme membres du ménage par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elles résident. Toutefois, si cette législation ne considère comme membres de famille ou du ménage que des personnes qui vivent sous le toit du travailleur, cette condition est réputée remplie lorsque les personnes en cause sont principalement à la charge dudit travailleur;
- m) le terme «*survivants*» désigne les personnes définies ou admises comme telles par la législation au titre de laquelle les prestations sont accordées. Toutefois, si cette législation ne considère comme survivants que des personnes qui vivaient sous le toit du travailleur défunt, cette condition est réputée remplie lorsque les personnes en cause étaient principalement à la charge du travailleur défunt;
- n) le terme «*périodes d'assurance*» désigne les périodes de cotisations, d'emploi ou de résidence telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance par la législation sous

laquelle elles ont été accomplies ou sont considérées comme accomplies, ainsi que toutes périodes assimilées dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalentes à des périodes d'assurance;

- o) les termes «*prestations*», «*pensions*» ou «*rentes*» désignent toutes prestations, pensions ou rentes, y compris tous les éléments à charge des fonds publics, les majorations de réévaluation ou allocations supplémentaires, ainsi que les versements uniques en lieu et place d'une pension.

Article 2

1. La présente Convention s'applique:

A. Aux Pays-Bas aux législations concernant:

- a) l'assurance-maladie (prestations en espèces et en nature en cas de maladie et de maternité);
- b) l'assurance-incapacité de travail;
- c) l'assurance vieillesse;
- d) l'assurance des veuves et des orphelins;
- e) l'assurance-chômage;
- f) les prestations familiales;

B. En Cap-Vert aux législations concernant:

- a) les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- b) les prestations de maladie;
- c) les prestations d'invalidité, de vieillesse et de décès;
- d) les prestations familiales.

2. La présente Convention s'applique également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe premier du présent article:

Elle s'appliquera:

- a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de l'assurance sociale, pourvu qu'un arrangement intervienne à cet effet entre les Parties Contractantes;
- b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires pourvu que le Gouvernement de la Partie Contractante intéressée, ne s'oppose pas à cet égard dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.

3. La présente Convention ne s'applique ni à l'assistance sociale, ni aux régimes spéciaux des fonctionnaires ou du personnel assimilé.

Article 3

1. Les dispositions de la présente Convention sont applicables aux travailleurs néerlandais et capverdiens qui sont ou ont été soumis à la législation de l'une des Parties Contractantes, ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs survivants.

2. Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables aux agents diplomatiques et consulaires de carrière, y compris les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries.

Article 4

1. Sous réserve des dispositions de la présente Convention les ressortissants d'une Partie Contractante auxquels les dispositions de la présente Convention sont applicables, sont soumis aux obligations et sont admis au bénéfice de la législation de l'autre Partie, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette Partie.

2. Toutefois, le principe d'égalité de traitement, énoncé au paragraphe premier, ne s'applique pas aux dispositions de la législation néerlandaise relatives au paiement des cotisations réduites pour les assurances facultatives de vieillesse et de survivants.

Article 5

1. A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, les rentes d'accident du travail ou de maladie professionnelle et les allocations du décès acquises au titre de la législation d'une Partie Contractante sont servies aux bénéficiaires, même s'ils établissent leur résidence sur le territoire de l'autre Partie.

2. Les prestations en espèces de sécurité sociale de l'une des Parties Contractantes sont servies aux ressortissants de l'autre Partie qui résident dans un pays tiers, aux mêmes conditions et dans la même mesure qu'à ses propres ressortissants résidant dans ce pays tiers.

TITRE II

Disposition déterminant la législation applicable

Article 6

Sous réserve des dispositions des articles 7 à 9, les travailleurs occupés sur le territoire d'une Partie Contractante sont exclusivement soumis à la législation de cette Partie, même s'ils résident sur le territoire de l'autre Partie ou si l'entreprise ou l'employeur qui les occupe a son siège ou son domicile sur le territoire de l'autre Partie.

Article 7

Le principe posé à l'article 6, comporte les exceptions suivantes:

- a) i) les travailleurs occupés sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise dont ils relèvent normalement, qui sont détachés sur le territoire de l'autre Partie Contractante par cette entreprise afin d'y effectuer un travail déterminé pour son compte, demeurent soumis à la législation de la première Partie à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas douze mois;
- ii) si la durée du travail à effectuer se prolonge en raison de circonstances imprévisibles au-delà de la durée primitivement prévue et vient à excéder douze mois, la législation de la première Partie demeure applicable

pour une nouvelle période de douze mois au plus, sous réserve de l'accord de l'autorité compétente de la deuxième Partie;

- b) les travailleurs au service d'une entreprise effectuant, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports de passagers ou de marchandises, ferroviaires, routiers, aériens ou de navigation ou de la pêche maritime, et ayant son siège sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, qui sont occupés en qualité de personnel roulant ou navigant, sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'entreprise a son siège, quelle que soit la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve leur résidence; toutefois, les travailleurs occupés par une succursale ou une représentation permanente que ladite entreprise possède sur le territoire de la Partie Contractante autre que celui où elle a son siège, sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette succursale ou représentation permanente se trouve;
- c) les travailleurs appartenant à un service administratif officiel de l'une des Parties Contractantes, qui sont détachés sur le territoire de l'autre Partie, demeurent soumis à la législation de la première Partie.

Article 8

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, les dispositions de l'article 6 sont applicables aux travailleurs occupés dans les missions diplomatiques ou postes consulaires des Parties Contractantes et à ceux au service personnel d'agents de ces missions ou postes.

2. Toutefois, les travailleurs visés au paragraphe premier qui sont des ressortissants de la Partie Contractante, représentée par la mission diplomatique ou le poste consulaire en question, peuvent opter pour l'application de la législation de cette Partie. Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention ou la date à laquelle le travailleur est engagé par la mission diplomatique ou le poste consulaire ou au service privé d'agents de cette mission ou de ce poste, selon le cas.

Article 9

Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux dispositions des articles 6 à 8 en faveur des travailleurs intéressés.

TITRE III

Dispositions particulières

aux différents catégories de prestations

CHAPITRE I

Maladie et maternité

Article 10

En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un travailleur a été soumis successivement ou alternativement à la légis-

lation des deux Parties Contractantes, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de chacune des Parties Contractantes sont totalisées, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 11

1. Le travailleur qui réside sur le territoire de la Partie Contractante autre que le pays compétent et qui satisfait aux conditions requises par la législation du pays compétent pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 10, bénéficie dans le pays de sa résidence:

- a) des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme s'il y était affilié;
- b) des prestations en espèces, servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

2. Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables par analogie aux membres de famille qui résident sur le territoire de la Partie Contractante autre que le pays compétent. Toutefois, lorsque les membres de famille exercent dans le pays de leur résidence une activité professionnelle ou bénéficient des prestations en espèces de sécurité sociale leur ouvrant droit prestations en nature, les dispositions du présent article ne leur sont pas applicables.

Article 12

Le travailleur et les membres de sa famille visés à l'article précédent qui séjournent ou transfèrent leur résidence dans le pays compétent bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de ce pays, même s'ils ont déjà bénéficié de prestations pour le même cas de maladie ou de maternité avant leur séjour ou le transfert de leur résidence.

Article 13

1. Un travailleur qui satisfait aux conditions requises par la législation de l'une des Parties Contractantes pour avoir droit aux prestations, bénéficie des prestations, lors d'un séjour sur le territoire de l'autre Partie Contractante, lorsque son état vient à nécessiter immédiatement des soins médicaux.

2. Un travailleur qui, après avoir été admis au bénéfice des prestations à charge de l'institution de l'une des Parties Contractantes, est autorisé par cette institution à transférer sa résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conserve ce bénéfice. L'autorisation ne peut être refusée que s'il est établi que le déplacement est de nature à compromettre son état de santé ou l'application du traitement médical.

3. Lorsqu'un travailleur a droit aux prestations conformément aux dispositions des paragraphes précédents, les prestations en nature sont servies à la charge de l'institution compétente par l'institution du lieu de séjour ou de résidence selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations en nature; toutefois, la durée du service des prestations est régie par la législation du pays compétent;

4. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance est subordonné — sauf en cas d'urgence absolue — à la condition que l'institution compétente en donne l'autorisation.

5. Les prestations en espèces sont, dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, servies par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique. Ces prestations peuvent être servies par l'intermédiaire de l'institution du lieu de séjour ou de résidence pour le compte de l'institution compétente selon les modalités à fixer dans un arrangement administratif.

6. Les dispositions des paragraphes précédents sont applicables par analogie aux membres de famille lors de leur séjour sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou lorsqu'ils transfèrent leur résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante après la réalisation du risque de maladie ou de maternité.

Article 14

1. Lorsque le titulaire de pensions dues en vertu des législations des deux Parties Contractantes a droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, ces prestations sont servies à ce titulaire et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de résidence et à la charge de cette institution comme s'il était titulaire d'une pension due en vertu de la seule législation de cette dernière Partie.

2. Lorsque le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie Contractante réside sur le territoire de l'autre Partie Contractante, les prestations en nature auxquelles il a droit en vertu de la législation de la Première Partie ou aurait droit, s'il résidait sur le territoire de celle-ci, sont servies à lui-même et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

3. Le titulaire d'une pension due au titre de la législation d'une Partie Contractante qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation de cette Partie, bénéficie de ces prestations ainsi que les membres de sa famille, lors d'un séjour sur le territoire de la Partie Contractante autre que celui où ils résident, lorsque leur état vient à nécessiter immédiatement les prestations.

Ces prestations sont servies par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, mais la charge en incombe à l'institution compétente ou à celle du lieu de résidence du titulaire, selon les cas; la durée du service des prestations est celle prévue par la législation du pays compétent. Les dispositions de l'article 13, paragraphe 4 sont applicables par analogie.

4. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des retenues de cotisations à la charge du titulaire de pension, pour la couverture des prestations en nature, l'institution débitrice de la pension est autorisée à opérer ces retenues lorsque la charge des prestations en nature incombe à une institution de ladite Partie en vertu du présent article.

Article 15

1. Les prestations en nature servies en vertu des dispositions des articles 11 et 12, des paragraphes 1, 2 et 6 de l'article 13 et des paragraphes 2 et 3 de l'article 14 font l'objet d'un remboursement de la part des institutions compétentes ou des institutions du lieu de résidence, selon le cas, à celles qui les ont servies.

2. Le remboursement est déterminé et effectué suivant les modalités à fixer par un arrangement administratif, soit sur justification des dépenses effectives, soit sur la base des forfaits.

CHAPITRE 2**Invalidité, vieillesse et survie****SECTION I****Dispositions communes****Article 16**

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante, qui n'exige aucune durée d'assurance pour l'acquisition et la détermination du droit aux prestations, en subordonne l'octroi à la condition que le travailleur ait été assuré selon cette législation au moment de la réalisation de l'éventualité, cette condition est réputée remplie si le travailleur était soumis à ce moment à la législation de l'autre Partie.

Article 17

1. L'institution de chaque Partie Contractante détermine selon les dispositions de la législation qu'elle applique, si l'intéressé satisfait aux conditions requises pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article précédent.

2. Au cas, où l'intéressé satisfait à ces conditions, ladite institution calcule le montant théorique de la prestation à laquelle il pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance prises en compte conformément aux dispositions de l'article précédent pour la détermination du droit, avaient été accomplies uniquement sous la législation qu'elle applique.

3. Toutefois, s'il s'agit de prestations dont le montant est indépendant de la durée des périodes accomplies, ce montant est considéré comme le montant théorique visé au paragraphe précédent.

4. Ladite institution fixe ensuite le montant effectif de la prestation qu'elle doit à l'intéressé, sur la base du montant théorique calculé conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous la législation qu'elle

applique, par rapport à la durée totale des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous les législations des deux Parties Contractantes.

5. Si le montant théorique est déterminé conformément aux dispositions du paragraphe 5 du présent article, l'institution en cause fixe le montant effectif de la prestation, qu'elle doit à l'intéressé, au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous la législation qu'elle applique, par rapport à la durée de la période écoulée entre la date à laquelle l'intéressé ou le défunt a atteint l'âge de quinze ans et la date de la réalisation de l'éventualité.

6. Pour l'application des règles de calcul visées aux paragraphes précédents, les modalités de prise en compte des périodes qui se superposent sont fixées par un arrangement administratif.

Article 18

1. Nonobstant les dispositions de l'article 17, si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie Contractante n'atteint pas une année et si, compte tenu de ces seules périodes, aucun droit à prestations n'est acquis en vertu de cette législation, l'institution de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes.

2. Les périodes visées au paragraphe précédent sont prises en compte par l'autre Partie Contractante pour l'application des dispositions de l'article 17, à l'exception de celles de son paragraphe 4.

Article 19

Si l'intéressé ne réunit pas, à un moment donné, les conditions requises par les législations de l'une et de l'autre des Parties Contractantes, compte tenu des dispositions de l'article 16 de la présente Convention mais satisfait seulement aux conditions de l'une d'entre elles, son droit à prestations est établi au regard de la législation dont les conditions sont satisfaites. La prestation sera recalculée, conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente Convention, lorsque les conditions requises par la législation de l'autre Partie, viennent à être remplies, compte tenu des dispositions dudit article 16.

Article 20

Si le montant des prestations auxquelles l'intéressé pourrait prétendre, au titre de la législation d'une Partie Contractante, sans application des dispositions des articles 16 et 17, est supérieur au montant total des prestations dues conformément à ces dispositions, l'institution compétente de cette Partie est tenue de lui servir un complément égal à la différence entre ces deux montants. La charge de ce complément est assumée intégralement par ladite institution.

Article 21

1. Si, en raison de l'augmentation du coût de la vie ou d'une variation du niveau des salaires, les prestations sont modifiées d'un pourcentage ou d'un montant déterminé, ce pourcentage ou montant doit être appliqué directement aux prestations établies conformément aux dispositions des articles 17 et 20 sans qu'il y ait lieu de procéder à un nouveau calcul selon lesdits articles.

2. Par contre, en cas de révision de la prestation soit de l'une ou de l'autre Partie Contractante, pour tenir compte d'une modification des circonstances personnelles de l'intéressé, un nouveau calcul est effectué conformément aux dispositions des articles 17 et 20.

SECTION 2

Dispositions particulières concernant l'application de la législation néerlandaise

Article 22

1. Pour la détermination du montant théorique visé à l'article 17, paragraphe 3, l'institution néerlandaise procède au calcul du montant de la prestation qui serait obtenu par l'application de la législation sur l'assurance contre l'incapacité de travail pour travailleurs salariés (WAO) de même que par l'application de la législation sur l'assurance générale contre l'incapacité de travail (AAW). Le montant le plus élevé est seul retenu.

2. Pour l'application de l'article 17, paragraphe 5, sont prises en considération les périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise, sur l'assurance contre l'incapacité de travail pour travailleurs salariés (WAO).

3. Les périodes de travail salarié et les périodes assimilées, accomplies sur le territoire des Pays-Bas avant le premier juillet 1967, sont considérées comme périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise sur l'assurance contre l'incapacité de travail pour travailleurs salariés.

Un travail à bord d'un navire au service d'une entreprise ayant son siège aux Pays-Bas est assimilé à un travail sur le territoire des Pays-Bas.

Article 23

Nonobstant les dispositions de l'article 17, les institutions néerlandaises procèdent au calcul direct des pensions de vieillesse en fonction des seules périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise.

Article 24

1. Pour le calcul de la pension de vieillesse en vertu de la législation néerlandaise due à un homme marié, sont également prises en considération les périodes antérieures à la date où sa femme atteint l'âge de 65 ans accomplis et pendant lesquelles elle a résidé comme telle sur le territoire de Cap-Vert pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance accomplies par celui-ci sous ladite législation.

2. Pour le calcul de la pension de vieillesse en vertu de la législation néerlandaise due à la veuve d'une personne qui a accompli des périodes d'assurance sous cette législation, sont également prise en considération les périodes antérieures à la date où elle a atteint l'âge de 65 ans accomplis et pendant lesquelles elle a résidé, comme femme de cette personne, sur le territoire de Cap-Vert, pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance, visées ci-dessus.

3. Il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes à prendre en considération en vertu des paragraphes précédents, lorsqu'elles coïncident avec des périodes d'assurance accomplies par la femme ou la veuve sous la législation

d'un autre Etat que les Pays-Bas relative aux pensions de vieillesse, ou avec des périodes pendant lesquelles elle a bénéficié d'une pension de vieillesse en vertu d'une telle législation.

Article 25

1. Pour avoir droit aux prestations en vertu de la législation néerlandaise concernant l'assurance des veuves et des orphelins, la condition visée à l'article 16, paragraphe 2 est également réputée remplie si le travailleur au jour de son décès était bénéficiaire d'une prestation de maladie, d'invalidité ou de vieillesse en vertu de la législation capverdienne.

2. Pour l'application de l'article 17, paragraphe 5, sont considérées comme périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise concernant l'assurance des veuves et des orphelins les périodes antérieures au 1er octobre 1959 durant lesquelles le défunt a résidé aux Pays-Bas après l'âge de quinze ans accomplis ou pendant lesquelles il a exercé une activité salariée pour un employeur établi dans ce pays. Un travail à bord d'un navire au service d'une entreprise ayant son siège aux Pays-Bas est assimilé à un travail sur le territoire des Pays-Bas.

3. En cas de décès d'une personne âgée de plus de soixante-cinq ans qui a été soumise aux législations des deux Parties Contractantes, les dispositions suivantes sont applicables pour l'acquisition et la détermination du droit aux prestations de survivants conformément aux dispositions de la section 1 du présent chapitre:

- a) il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes d'assurance postérieures à la date où l'assuré avait atteint l'âge de 65 ans pour l'application des dispositions de l'article 16, paragraphe premier, 17, paragraphes 4 et 5, et 18.
- b) est considérée pour l'application de l'article 17, paragraphe 5 comme date de la réalisation de l'éventualité: la date à laquelle le défunt avait atteint l'âge de 65 ans.

CHAPITRE 3

Chômage

Article 26

En vue de la l'acquisition du droit aux prestations, prévues par la législation visée à l'article 2, paragraphe premier, alinéa A, lettre e) les périodes d'emploi accomplies sous la législation de chacune des Parties Contractantes sont totalisées.

Article 27

Le travailleur capverdien, qui s'est rendu sur le territoire des Pays-Bas a droit pendant son séjour sur ledit territoire, aux prestations de chômage prévues par la législation néerlandaise aux conditions suivantes:

- a) satisfaire aux conditions requises par cette législation, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article précédent;
- b) avoir été admis au travail sur ce territoire conformément aux dispositions de la législation concernant le placement des travailleurs étrangers.

CHAPITRE 4

Prestations familiales

Article 28

Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition du droit aux prestations familiales à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation, tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation de la première Partie.

Article 29

1. Un travailleur assuré selon la législation capverdienne et ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire des Pays-Bas, a droit pour lesdits enfants, compte tenu, le cas échéant, de la totalisation des périodes visée à l'article précédent, aux prestations familiales selon les dispositions de la législation capverdienne.

2. Un travailleur assuré selon la législation néerlandaise et ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire du Cap-Vert, a droit pour lesdits enfants aux prestations familiales selon les dispositions de la législation néerlandaise.

3. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des prestations familiales pour les bénéficiaires d'une pension ou d'une prestations, ont droit également à de telles prestations les bénéficiaires d'une pension ou d'une prestation qui ont leur résidence sur le territoire de l'autre Partie.

4. Si les prestations familiales ne sont pas affectées à l'entretien des enfants par la personne qui a droit à ces prestations, l'institution compétente sert lesdits prestations avec effet libératoire à la personne physique ou morale qui a la charge effective des enfants, à la demande et par l'intermédiaire de l'institution du lieu de résidence de ces enfants.

Article 30

Le droit aux prestations familiales dues en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'enfant ne réside pas est suspendu lorsque, au cours d'une même période et pour le même enfant, des prestations sont également dues en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'enfant réside.

TITRE IV

Dispositions diverses

Article 31

1. Les autorités compétentes
 - a) prennent tous arrangements administratifs nécessaires à l'application de la présente Convention;
 - b) se communiquent toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente Convention;
 - c) se communiquent toutes informations concernant les modifications de leur législation susceptibles d'affecter l'application de la présente Convention.

2. Les autorités compétentes régleront, d'un commun accord, le cas échéant, la situation des catégories particulières de travailleurs.

Article 32

Pour l'application de la présente Convention, les autorités et les institutions chargées de l'exécution de la présente Convention se prêtent leurs bons offices et agissent comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entraide administrative de ces autorités et institutions est en principe gratuite. Toutefois, les autorités tentes des Parties Contractantes peuvent convenir du remboursement de certains frais.

Article 33

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévus par la législation d'une Partie Contractante pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation de l'autre Partie Contractante ou de la présente Convention.

2. Tous actes, documents et pièces quelconques de nature officielle à produire aux fins d'application de la présente Convention sont dispensés de légalisation ou de toute autre formalité similaire.

Article 34

1. Pour l'application de la présente Convention, les institutions des Parties Contractantes peuvent communiquer directement entre elles dans la langue française.

2. Les autorités, institutions ou juridictions d'une Partie Contractante ne peuvent rejeter les requêtes ou autres documents qui leur sont adressés, du fait qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre Partie Contractante.

Article 35

Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être introduits selon la législation d'une Partie Contractante, dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, une institution ou juridiction de cette Partie, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une autorité, une institution ou juridiction de l'autre Partie Contractante. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou la juridiction ainsi saisie transmet, sans délai, ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, à l'institution ou à la juridiction compétente de la première Partie.

Article 36

Les transferts de sommes qui résultent de l'application de la présente Convention sont effectués conformément aux accords en vigueur en cette matière entre les deux Parties Contractantes au moment du transfert.

Article 37

1. Si, lors de la liquidation ou de la révision de prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survie (pensions), en application du chapitre 2 du Titre III, l'ins-

titution d'une Partie Contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut demander à l'institution de l'autre Partie Contractante, débitrice de prestations correspondantes en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les rappels d'arrérages qu'elle verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière. Si la récupération ne peut être effectuée sur les rappels d'arrérages, les dispositions du paragraphe suivant sont applicables.

2. Lorsque l'institution d'une Partie Contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique, demander à l'institution de l'autre Partie Contractante, débitrice de prestations en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les sommes que celle-ci verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites prévues pour une telle compensation par la législation qu'elle applique, comme s'il s'agissait de sommes servies en trop par elle-même, et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière.

3. Lorsque l'institution d'une Partie Contractante a versé une avance sur prestations pour une période au cours de laquelle le bénéficiaire avait droit à recevoir des prestations correspondantes au titre de la législation de l'autre Partie Contractante, cette institution peut demander à l'institution de l'autre Partie de retenir le montant de ladite avance sur les sommes qu'elle doit audit bénéficiaire pour la même période. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière.

4. Lorsqu'une personne a bénéficié de l'assistance sociale sur le territoire d'une Partie Contractante pendant une période au cours de laquelle elle avait droit à recevoir des prestations au titre de la législation de l'autre Partie Contractante, l'organisme qui a fourni l'assistance sociale peut, s'il dispose légalement d'un recours sur les prestations dues aux bénéficiaires de l'assistance sociale, demander à l'institution de l'autre Partie Contractante, débitrice de prestations en faveur de cette personne, de retenir le montant des frais d'assistance sociale octroyé au cours de ladite période sur les sommes qu'elle verse à ladite personne. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique et transfère le montant ainsi retenu à l'organisme créancier.

Article 38

1. Tout différend venant à s'élever entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention fera l'objet de négociations directes entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

2. Si le différend n'a pu être réglé dans un délai de six mois à partir de la première demande tendant à l'ouverture des négociations prescrites par le paragraphe 1 du présent article, il sera soumis à une commission arbitrale dont la composition et la procédure seront déterminées par un accord entre les Parties Contractantes. La commission arbitrale devra résoudre le diffé-

rend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention. Ses décisions seront obligatoires et définitives.

TITRE V

Dispositions transitoires et finales

Article 39

1. La présente Convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour un période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2. Toute période d'assurance accomplie sous la législation d'une Partie Contractante avant l'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination des droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe premier du présent article, un droit est ouvert, en vertu de la présente Convention, même s'il se rapporte à un événement antérieur à l'entrée en vigueur de la présente Convention.

4. Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence à l'étranger, sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

5. Les droits des intéressés ayant obtenu, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention, la liquidation d'une pension, seront révisés à leur demande, compte tenu des dispositions de cette Convention. Ces droits peuvent également être révisés d'office.

En aucun cas, une telle révision ne devra avoir pour effet de réduire les droits antérieurs des intéressés.

6. Si la demande visée aux paragraphes 4 ou 5 du présent article est présentée dans un délai de deux ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention sont acquis à partir de cette date, sans que les dispositions de la législation de la Partie Contractante relatives à la déchéance ou à la prescription des droits soient opposables aux intéressés.

7. Si la demande visée aux paragraphes 4 ou 5 du présent article est présentée après l'expiration d'un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits qui ne sont pas frappés de déchéance ou qui ne sont pas prescrits, ne sont acquis que compte tenu de la date de la demande, sous réserve des dispositions plus favorables de la législation de la Partie Contractante en cause.

Article 40

Les gouvernements des Parties Contractantes notifieront l'un à l'autre l'accomplissement dans leurs pays respectifs des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Elle entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière de ces notifications.

Article 41

A partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention les dispositions de l'échange de lettres du 2 octobre 1975 et 11 décembre 1975 (maintien de l'application

de la Convention Luso-néerlandaise sur la sécurité sociale dans les relations entre les deux Parties Contractantes) cessent d'être applicables.

Article 42

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des Parties Contractantes. La dénonciation devra être notifiée au plus tard six mois avant la fin de l'année civile en cours. Dans ce cas la Convention cessera d'être en vigueur à la fin de cette année.

Article 43

1. En cas de dénonciation de la présente Convention, tout droit acquis en vertu de ses dispositions et maintenu.

2. Les droits en cours d'acquisition, relatifs aux périodes accomplies antérieurement à la date à laquelle la dénonciation prend effet, ne s'éteignent pas fait de la dénonciation; leur maintien ultérieur est déterminé d'un commun accord ou, à défaut d'un tel accord, par la législation qu'applique l'institution en cause.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à la Haye, le 18 novembre 1981 en deux textes originaux en langue française.

Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert, *Silvino Manuel da Luz*.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, *Van Der Stoel*.

Protocole final

Lors de la signature à ce jour de la Convention de Sécurité Sociale entre la République du Cap Vert et le Royaume des Pays-Bas (appelée ci-après la Convention) les soussignés ont constaté l'accord des Parties Contractantes sur les points suivants.

1. Pour l'application des dispositions du chapitre 1 du Titre III de la Convention sont considérées comme «travailleur» et titulaire de pension», en ce que concerne la législation néerlandaise des prestations en nature, toutes les personnes qui sont assurées en vertu de loi réglant l'assurance Caisse de maladie (Ziekenfondswet).

2. Les dispositions de l'article 13 et du paragraphe 3 de l'article 14 sont également applicables aux travailleurs et titulaires de pension, due au titre de la législation d'une des Parties Contractantes, et qui sont des ressortissants d'un pays tiers.

3. Le titulaire d'une pension en vertu de la législation néerlandaise résidant sur le territoire du Cap Vert qui n'a pas droit aux prestations en nature en vertu de la législation capverdienne ou en vertu de l'assurance néerlandaise obligatoire caisses de maladie, doit être admis à l'assurance néerlandaise volontaire caisses de maladie. Pour une telle assurance il est dû une cotisation.

Le montant de cette cotisation ainsi qu'au besoin, les conditions spéciales de cette assurance sont fixés par le Ministre de la Santé Publique et de la Protection de l'Environnement néerlandais. Celui qui est ainsi admis

à une assurance volontaire, est censé, en ce qui concerne l'application de l'article 14, paragraphe 2, avoir droit aux prestations en nature en vertu de la législation néerlandaise.

Le présent Protocole final, qui constitue une partie intégrante de la Convention, aura effet dans les mêmes conditions et pour la même durée que la Convention elle-même.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à la Haye, le 18 novembre 1981 en deux textes originaux, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert, *Silvino Manuel da Luz*.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, *Van Der Stoel*.

Convenção de Segurança Social entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos

Animados do desejo de regular as relações no domínio da Segurança Social entre os dois Estados acordaram no seguinte:

TÍTULO I

Disposições gerais

Artigo 1.º

Para os fins da aplicação da presente Convenção:

- a) O termo «território» designa: em relação ao Reino dos Países-Baixos: o território do Reino na Europa (designado mais adiante «Países-Baixos»); em relação a República de Cabo Verde: o território da República de Cabo Verde;
- b) O termo «nacional» designa: em relação aos Países-Baixos: uma pessoa de nacionalidade holandesa; em relação a Cabo Verde: uma pessoa de nacionalidade caboverdiana;
- c) O termo «Trabalhador» designa um trabalhador assalariado ou equiparado, segundo a legislação da Parte Contratante em causa;
- d) O termo «Legislação» designa as leis, os regulamentos e as disposições estatutárias e quaisquer outras medidas de aplicação, respeitantes aos regimes e ramos de Segurança Social considerados no parágrafo primeiro do artigo 2.º;
- e) O termo «autoridade competente» designa o Ministro, os Ministros ou a entidade correspondente de que dependem os regimes de Segurança Social;
- f) O termo «instituição competente» designa, seja a instituição em que o segurado está inscrito no momento do pedido de prestações, seja a instituição da parte da qual ele tem ou teria direito a prestações se residisse no território da Parte Contratante onde esta instituição se

encontra, seja a instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em causa;

- g) O termo «país competente» designa a Parte Contratante em cujo território se encontra a instituição competente;
- h) O termo «residência» significa o lugar onde o interessado tem a sua morada habitual;
- i) O termo «Estado» significa o lugar onde o interessado tem a sua morada temporária;
- j) O termo «instituição do lugar de residência» designa a instituição habilitada a conceder as prestações respectivas no lugar onde o interessado reside, segundo a legislação da Parte Contratante que esta instituição aplica, ou se tal instituição não existir, a instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em causa;
- k) O termo «instituição do lugar de estada» designa a instituição habilitada a conceder as prestações respectivas no lugar onde o interessado reside temporariamente, segundo a legislação da Parte Contratante que esta instituição aplica ou se tal instituição não existir, a instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em causa;
- l) O termo «membros de família» designa as pessoas definidas considerados membros da família ou designadas como membro do casal pela legislação da Parte Contratante no território da qual residem. Contudo, se a referida legislação só considera como membros da família ou do casal as pessoas que vivam sob o mesmo tecto que o trabalhador, considera-se preenchida esta condição quando as pessoas em causa estiverem principalmente a cargo do referido trabalhador;
- m) O termo «sobrevivente» designa as pessoas definidas ou admitidas como tais, pela legislação ao abrigo da qual as prestações são concedidas;
- n) O termo «períodos de seguro» designa os períodos de quotização, de emprego ou de residência tais como são definidos ou admitidos como períodos de seguro pela legislação ao abrigo da qual foram cumpridos ou considerados como cumpridos, como também todos os períodos equiparados na medida em que sejam reconhecidos por esta legislação como equivalentes aos períodos de seguro;

o) Os termos «Prestações», «Pensões» ou «Rendas» designam todas as prestações, pensões ou rendas, incluindo todos os elementos a cargo dos fundos públicos, as melhorias de revalorização ou subsídios suplementares, bem como os pagamentos únicos em substituição duma pensão.

Art.º 2.º

A presente Convenção aplica-se:

1.º Nos Países Baixos às legislações respeitantes:

- a) ao seguro de doença (prestações em espécie e pecuniárias nos casos de doença e de maternidade);

- b) ao seguro de incapacidade de trabalho;
- c) ao seguro de velhice;
- d) ao seguro de viúvas e de órfãos;
- e) ao seguro de desemprego;
- f) aos abonos de família;

B) Em Cabo Verde às legislações respeitantes:

- a) aos acidentes de trabalho e doenças profissionais;
- b) às prestações em caso de doenças;
- c) às prestações de inválidos, de velhice e de morte;
- d) aos abonos de família.

2. A presente Convenção aplica-se de igual modo a todos os actos legislativos ou regulamentares que tenham modificado ou completado ou que venham a modificar ou a completar as legislações enumeradas no parágrafo primeiro do presente artigo.

Contudo, ela não será aplicável:

- a) aos actos legislativos ou regulamentares que cubram um novo ramo de Segurança Social, a não ser que se estabeleça um acordo para esse efeito, entre as Partes Contratantes;
- b) aos actos legislativos ou regulamentares que estendam os regimes existentes a novas categorias de beneficiários a não ser que haja, para esse efeito, oposição do Governo da Parte Contratante interessada notificada ao Governo da outra Parte Contratante no prazo de três meses a contar da data da publicação oficial dos respectivos actos.

3. A presente Convenção não se aplica nem à assistência social nem aos regimes especiais de funcionários ou de pessoal equiparado.

Artigo 3.º

1. As disposições da presente Convenção são aplicáveis aos trabalhadores holandeses e caboverdianos que estejam ou tenham estado sujeitos à legislação de uma das Partes Contratantes assim como aos membros de suas famílias e aos seus sobreviventes.

2. As disposições da presente Convenção não são aplicáveis aos agentes diplomáticos e consulares de carreira, inclusivé aos funcionários pertencentes ao quadro das cancelarias.

Artigo 4.º

1. Sob reserva das disposições da Presente Convenção, os nacionais de uma Parte Contratante dos quais as disposições da presente Convenção são aplicáveis, estão sujeitos às obrigações e são admitidos ao benefício da legislação da outra Parte, nas mesmas condições que os nacionais desta Parte.

2. Todavia, o princípio de igualdade de tratamento, enunciado no parágrafo primeiro, não se aplicará às disposições da legislação holandesa relativa ao pagamento das quotizações reduzidas pelos seguros facultativos de velhice e de sobreviventes.

Artigo 5.º

1. Salvo disposição em contrário prevista na presente Convenção, as prestações pecuniárias de invalidez, de velhice ou de sobreviventes as rendas de acidente de tra-

balho ou de doença profissional, e os subsídios de morte adquiridos nos termos da legislação de uma Parte Contratante serão pagas aos beneficiários mesmo que fixem residência no território de outra Parte.

2. As prestações pecuniárias de Segurança Social de uma das Partes Contratantes, serão pagas aos nacionais da outra Parte que residem num terceiro Estado, nas mesmas condições e do mesmo modo que aos seus próprios nacionais residentes nesse terceiro Estado.

TÍTULO II

Disposições determinantes da legislação aplicável

Artigo 6.º

Sob reserva das disposições dos artigos 7.º a 9.º, os trabalhadores ocupados no território de uma Parte Contratante estarão exclusivamente sujeitos a legislação desta Parte, mesmo que residam no território da outra Parte ou que a empresa ou a entidade patronal que os ocupa tenha a sua sede ou domicílio no território da outra Parte.

Artigo 7.º

O princípio estabelecido pelo artigo 6.º, comporta as seguintes excepções:

a) i) Os trabalhadores ocupados no território de uma Parte Contratante por uma empresa de que dependem normalmente, que sejam destacados para o território da outra Parte Contratante pela empresa, a fim de ali efectuem um trabalho determinado por sua conta, continuarão sujeitos à legislação da primeira Parte com a condição de que a duração previsível deste trabalho não exceda doze meses;

ii) Se a duração do trabalho a efectuar se prolongar devido a circunstâncias imprevisíveis para além da duração inicialmente prevista e venha a exceder doze meses, a legislação da primeira Parte continuará aplicável por um novo período de doze meses no máximo, sob reserva do acordo da autoridade competente da segunda Parte;

b) Os trabalhadores ao serviço de uma empresa que efectuem por conta de outrem ou por sua própria conta, transportes de passageiros ou de mercadorias, ferroviários, rodoviários, aéreos ou marítimos ou de pesca marítima e que tenha a sua sede no território de uma das Partes Contratantes, ocupados na qualidade de pessoal rolante ou de navegação, estão sujeitos à legislação da Parte Contratante em cujo território a empresa tenha a sua sede qualquer que seja a Parte Contratante no território da qual se encontra a sua residência; todavia os trabalhadores ocupados por uma sucursal ou uma representação permanente que a referida empresa possua no território da Parte Contratante que não seja aquela onde ela tem a sua sede estão sujeitos à legislação da Parte Contratante em cujo o território se encontre a sucursal ou a representação permanente;

c) Os trabalhadores pertencentes a um serviço administrativo oficial de uma das Partes Contratantes que sejam destacados para o território da outra Parte continuarão sujeitos à legislação da primeira Parte.

Artigo 8.º

1. Sem prejuízo das disposições do parágrafo 2.º do artigo 3.º, as disposições do artigo 6.º são aplicáveis aos trabalhadores ocupados nas missões diplomáticas ou postos consulares das Partes Contratantes e aqueles que estejam ao serviço pessoal do agente dessas missões ou desses postos.

2. Todavia, os trabalhadores considerados no parágrafo primeiro que sejam nacionais da Parte Contratante, representada pela missão diplomática ou posto consular em questão, podem optar pela aplicação da legislação desta Parte. Este direito de opção não pode ser exercida senão uma vez, nos três meses a contar da data em que o trabalhador é contratado pela missão diplomática ou posto consular ou que fique ao serviço privado dos agentes desta missão ou deste posto conforme o caso.

Artigo 9.º

As autoridades competentes das Partes Contratantes poderão prever de comum acordo, excepções às disposições dos artigos 6.º a 8.º a favor dos trabalhadores interessados.

TÍTULO III

Disposições particulares

às diferentes categorias de prestações

CAPÍTULO I

Doença e maternidade

Artigo 10.º

Os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de cada uma das Partes Contratantes serão totalizados, desde que não se sobreponham, com vista a aquisição, manutenção ou recuperação do direito às prestações, quando um trabalhador tenha estado sujeito sucessiva ou alternadamente à legislação das duas Partes Contratantes.

Artigo 11.º

1. O trabalhador que residir no território da Parte Contratante que não seja o país competente e que satisfaça as condições exigidas pela legislação do país competente para ter direito às prestações, tendo em conta em tal circunstância as disposições do artigo 10.º, beneficiará no país de sua residência:

a) De prestações em espécie, concedidas por conta da instituição competente, pela instituição do lugar de residência, segundo as disposições da legislação que esta última instituição aplica, como se ali estivesse inscrito;

b) De prestações pecuniárias pagas pela instituição competente, segundo as disposições da legislação que ela aplica;

2. As disposições do parágrafo precedente serão aplicáveis por analogia aos membros de família que residam, no território da Parte Contratante que não seja o país competente. Todavia, quando os membros da família exercerem no país de sua residência uma actividade profissional ou beneficiarem de prestações pecuniárias de Segurança Social que lhes dêem o direito às prestações em espécie as disposições do presente artigo não lhes serão aplicáveis.

Artigo 12.º

O trabalhador e os membros de sua família referidos no artigo precedente que residam ou transfiram a sua residência para o país competente, beneficiarão de prestações em conformidade com disposições da legislação desse país, mesmo que tenham já beneficiado de prestações pelo mesmo caso de doença ou de maternidade, antes da sua estada ou transferência da sua residência respectivamente.

Artigo 13.º

1. Um trabalhador que satisfaça as condições exigidas pela legislação de uma das Partes Contratantes para ter direito às prestações, beneficiará das mesmas por ocasião de estada no território de outra Parte Contratante, logo que o seu estado venha a necessitar de cuidados médicos imediatos.

2. Um trabalhador que, depois de ter sido admitido ao benefício de prestações a cargo da instituição de uma das Partes Contratantes, for autorizado por esta instituição a transferir a sua residência para o território da outra Parte Contratante, conservará este benefício.

A autorização não pode ser recusada a não ser que se estabeleça que a mudança é de modo a comprometer o seu estado de saúde ou a aplicação do tratamento médico.

3. Quando um trabalhador tenha direito às prestações conforme as disposições dos parágrafos precedentes, as prestações em espécie serão pagas a cargo da instituição competente pela instituição do lugar de estada ou de residência de conformidade com disposições da legislação que esta última instituição aplica, especialmente no que diz respeito à extensão e à modalidade do serviço da prestação em espécie; todavia, a duração do serviço destas prestações será regulada pela legislação do país competente.

4. Nos casos previstos nos parágrafos 1.º e 2.º do presente artigo a concessão de prótese, grande aparelhagem e outras prestações em espécie de grande importância estará subordinada — salvo em caso de urgência absoluta à condição de autorização da instituição competente.

5. Nos casos previstos nos parágrafos 1.º e 2.º do presente artigo as prestações pecuniárias serão pagas pela instituição competente segundo as disposições da legislação que ela aplica. Estas prestações poderão ser pagas pela instituição do lugar de estada ou de residência por conta da instituição competente de acordo com as modalidades a afixar em acordo administrativo.

6. As disposições dos parágrafos precedentes serão aplicáveis, por analogia, aos membros da família quando da sua estada temporária no território da outra Parte Contratante ou quando transfiram a sua residência para o território da outra Parte Contratante, depois da realização do risco de doença ou de maternidade.

Artigo 14.º

1. Quando o titular de pensões devidas ao abrigo das legislações das duas Partes Contratantes tenha direito às prestações em espécie ao abrigo da legislação da Parte Contratante no território da qual ele reside, estas prestações serão fornecidas ao próprio e aos membros da sua família pela instituição do lugar de residência e a cargo da mesma como se ele fosse titular de uma pensão devida só ao abrigo da legislação desta última Parte.

2. Quando o titular de uma pensão devida ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante resida no território da outra parte Contratante, as prestações em espécie a que tenha ou teria direito ao abrigo da legislação da primeira Parte se residisse no território desta, serão fornecidas ao próprio e aos membros de sua família pela instituição do lugar de residência, segundo as disposições da legislação que ela aplica.

3. O titular de uma pensão devida nos termos da legislação de uma Parte Contratante, que tenha direito, às prestações em espécie ao abrigo da legislação desta Parte, beneficiará destas prestações, assim como os membros de sua família, aquando de uma estada no território da Parte Contratante que não seja aquele onde residem quando o seu estado venha a necessitar delas imediatamente.

Estas prestações serão fornecidas pela instituição de lugar de estada de acordo com as disposições da legislação que ela aplica, mas a cargo da instituição competente ou da instituição do lugar de residência do titular, conforme o caso a duração do serviço das prestações será a prevista na legislação do país competente.

As disposições do artigo 13.º, parágrafo 4.º serão aplicáveis por analogia.

4. Se a legislação de uma Parte Contratante prevê descontos de quotizações a cargo do titular de pensão, para cobertura das prestações em espécie, a instituição devedora da pensão está autorizada a efectuar estes descontos quando o encargo das prestações em espécie incumbe a uma instituição da dita Parte em virtude do presente artigo.

Artigo 15.º

1. As prestações em espécie fornecidas ao abrigo das disposições dos artigos 11.º e 12.º, dos parágrafos 1.º, 2.º e 6.º do artigo 13.º dos parágrafos 2.º e 3.º do artigo 14.º serão objecto do reembolso da parte das instituições competentes ou das instituições do lugar de residência, conforme o caso, a favor das instituições que as forneceram.

2. O reembolso será determinado e efectuado, de acordo com as modalidades a fixar por acordo administrativo, seja por justificação das despesas efectivas, seja na base de importâncias convencionais.

CAPÍTULO II

Invalidez, velhice e sobrevivência

SECÇÃO I

Disposições comuns

Artigo 16.º

1. Se a legislação de uma Parte Contratante subordinar a aquisição, a manutenção ou a recuperação de direito às prestações ao cumprimento de período de seguro,

a instituição que aplica esta legislação levará em conta, para este efeito e fins de totalização, os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação da outra Parte Contratante, como se se tratasse de períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte.

2. Se a legislação de uma Parte Contratante, que não exige nenhum tempo de seguro para a aquisição e a determinação do direito às prestações, subordinar a sua concessão à condição de que o trabalhador tenha sido segurado de acordo com o estipulado nesta legislação no momento da realização da eventualidade, esta condição será considerada satisfeita se o trabalhador estiver sujeito, nesse momento, à legislação da outra Parte ou beneficiar duma prestação de doença ou de invalidez ao abrigo desta legislação.

Artigo 17.º

1. A instituição de cada Parte Contratante determinará, segundo as disposições da legislação que ela aplica, se o interessado satisfaz as condições exigidas para ter direito às prestações tendo em conta, em tal circunstância, as disposições do artigo precedente.

2. Se o interessado satisfazer estas condições a dita instituição calcula o montante teórico da prestação a que poderia pretender se todos os períodos de seguro considerados nos termos e conforme as disposições do artigo precedente para a determinação do direito tivessem sido cumpridos unicamente ao abrigo da legislação que ela aplica.

3. Todavia, se se tratar de prestações cujo montante for independente do tempo dos períodos cumpridos, este montante será considerado como o montante teórico referido no parágrafo precedente.

4. A dita instituição determinará em seguida, o montante efectivo da prestação que ela deve ao interessado, na base do montante teórico calculado de acordo com as disposições do parágrafo 2.º do presente artigo, proporcionalmente à duração dos períodos de seguro cumpridos antes da realização da eventualidade ao abrigo da legislação que ela aplica, em relação à duração total dos períodos de seguro cumpridos antes da realização da eventualidade ao abrigo das legislações das duas Partes Contratantes.

5. Se o montante teórico for determinado conforme as disposições do parágrafo 3.º do presente artigo, a instituição em causa determinará o montante efectivo da prestação que ela deve ao interessado, proporcionalmente à duração dos períodos de seguro cumpridos antes da realização da eventualidade ao abrigo da legislação que ela aplica, em relação à duração do período decorrido entre a data em que o interessado ou o defunto completar os quinze anos de idade e a data da realização de eventualidade.

6. Para a aplicação das regras de cálculo, referidas nos parágrafos precedentes as modalidades de se considerar os períodos que se sobrepõem serão fixadas por acordo administrativo.

Artigo 18.º

1. Não obstante as disposições do artigo 17.º, se a duração total dos períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante não atingir um

ano e se, tendo em conta unicamente estes períodos, nenhum direito a prestações for adquirido ao abrigo desta legislação, a instituição desta Parte não será obrigada a conceder prestações nos termos dos ditos períodos.

2. Os períodos referidos no parágrafo precedente serão tomados em consideração pela outra Parte Contratante para a aplicação das disposições do artigo 17.º, com excepção dos do parágrafo 4.º.

Artigo 19.º

Se o interessado não reunir, num dado momento, as condições exigidas pelas legislações de uma e de outra das Partes Contratantes, tendo em conta as disposições do artigo 16.º da presente Convenção, mas satisfazer unicamente as condições de uma delas, o seu direito a prestações será estabelecido ao abrigo da legislação cujas condições são satisfeitas. A prestação será de novo calculada, conforme as disposições do artigo 17.º da presente Convenção, quando as condições exigidas pela legislação da outra Parte venham a ser preenchidas, tendo em conta as disposições do referido artigo 16.º.

Artigo 20.º

Se o montante das prestações que o interessado puder pretender nos termos da legislação duma Parte Contratante, exceptuada a aplicação das disposições dos artigos 16.º e 17.º, for superior ao montante total das prestações devidas de acordo com estas disposições, a instituição competente desta Parte será obrigada a pagar-lhe um complemento igual à diferença entre estes dois montantes. O encargo deste complemento será assumido integralmente pela referida instituição.

Artigo 21.º

1. Se, em razão do aumento do custo de vida ou de uma variação do nível de salários, as prestações forem alteradas numa percentagem ou montante determinado, esta percentagem ou montante deverá ser aplicada directamente às prestações estabelecidas de acordo com as disposições dos artigos 17.º e 20.º sem que haja motivo para proceder a um novo cálculo segundo os artigos referidos.

2. Por outro lado, em caso de revisão da prestação seja de uma ou de outra Parte Contratante, para se tomar em consideração com modificação de circunstâncias pessoais do interessado, um novo cálculo deverá ser efectuado, de acordo com as disposições dos artigos 17.º e 20.º.

SECÇÃO II

Disposições particulares referentes

à aplicação da Legislação Holandesa

Artigo 22.º

1. Para a determinação do montante teórico referido no artigo 17.º, parágrafo 3.º, a instituição holandesa procederá ao cálculo do montante da prestação que seria obtido pela aplicação da legislação sobre a segurança contra a incapacidade de trabalho para os trabalhadores assalariados (WAC) bem como pela aplicação da legislação sobre a segurança geral contra a incapacidade de trabalho (AAW). Será retido o montante mais elevado.

2. Para a aplicação do artigo 17.º parágrafo 5.º, serão levados em consideração os períodos de segurança cumpridos ao abrigo da legislação holandesa sobre a incapacidade de trabalho para os trabalhadores assalariados (WAO).

3. Os períodos de trabalho assalariado e os períodos, equiparados cumpridos no território dos Países Baixos antes do 1.º de Julho de 1967, serão considerados como períodos de Segurança cumprido ao abrigo da legislação holandesa sobre a segurança contra a incapacidade de trabalho para trabalhadores assalariados.

Todo o trabalho efectuado a bordo de um navio ao serviço de uma empresa com sede nos Países Baixos será equiparado a um trabalho efectuado no território dos Países Baixos.

Artigo 23.º

Não obstante as disposições do artigo 13.º, as instituições holandesas procederão ao cálculo directo das pensões de velhice, em função dos períodos de seguro cumpridos sob a legislação holandesa.

Artigo 24.º

1. Para o cálculo da pensão de velhice, nos termos da legislação holandesa, devida a um homem casado, serão igualmente levados em consideração os períodos anteriores a data em que a sua mulher atingir os 65 anos completos e durante os quais ela residiu na constância de casamento, no território de Cabo Verde, desde que estes períodos coincidiram com os de seguro cumpridos ao abrigo da referida legislação.

2. Para o cálculo da pensão de velhice nos termos da legislação holandesa, devida à viúva de uma pessoa que tenha cumprido os períodos de seguro ao abrigo desta legislação, serão igualmente tomados em consideração os períodos anteriores à data em que ela tenha residido na constância do casamento com esta pessoa no território de Cabo Verde, desde que estes períodos coincidam com os de seguro referidos mais acima.

3. Os períodos considerados nos termos dos parágrafos precedentes não deverão ser levados em conta, quando coincidirem com os períodos de seguro cumpridos pela mulher ou viúva sob a legislação de um outro Estado que não seja os Países-Baixos relativos às pensões de velhice, ou com períodos durante os quais ela tenha beneficiado duma pensão de velhice nos termos duma tal legislação.

Artigo 25.º

1. Para beneficiar das prestações ao abrigo da legislação holandesa sobre a Segurança das viúvas e dos órfãos, considera-se igualmente satisfeita a condição referida no artigo 16.º, parágrafo 2, se o trabalhador até à data do falecimento tiver beneficiado de uma prestação de doença, de invalidez ou de velhice ao abrigo da legislação cabo-verdiana.

2. Para a aplicação do artigo 17.º, parágrafo 5, serão considerados como períodos de Seguro cumpridos ao abrigo da legislação holandesa sobre a segurança das viúvas e órfãos os períodos anteriores ao 1.º de Outubro de 1959 durante os quais o defunto tenha residido nos Países Baixos após a idade dos quinze anos completos ou durante os quais tenha exercido uma actividade assalariada para uma entidade patronal estabelecida nesse país. Todo o trabalho efectuado a bordo de um navio ao serviço de uma empresa com sede nos Países Baixos será equiparado a um trabalho no território dos Países-Baixos.

3. Em caso de falecimento de uma pessoa com mais de sessenta e cinco anos de idade que tenha estado sujeita às legislações das duas Partes Contratantes, serão aplicáveis as disposições seguintes, para a aquisição e a determinação do direito às prestações de sobrevivência em conformidade com as disposições da secção I do presente capítulo:

- a) para a aplicação das disposições do artigo 16.º parágrafo primeiro, 17, parágrafos 4 e 5, e 18, não serão levados em conta os períodos de segurança posteriores, à data em que o segurado atingirá os 65 anos de idade;
- b) para a aplicação do artigo 17.º, parágrafo 5, será considerada como data da realização da eventualidade a data em que o defunto atingirá os 65 anos de idade.

CAPÍTULO III

Desemprego

Artigo 26.º

Os períodos de emprego cumpridos ao abrigo da legislação de cada uma das Partes Contratantes serão totalizados com vista à aquisição de direito às prestações previstas pela legislação referida no artigo 2.º, parágrafo primeiro, alínea A, letra e.

Artigo 27.º

O trabalhador cabo-verdiano que se tenha dirigido para o território dos Países-Baixos terá direito, durante a sua estadia no referido território, às prestações de desemprego concedidas pela legislação holandesa, nas seguintes condições:

- a) Satisfazer as condições exigidas por esta legislação, tendo em conta a totalização dos períodos considerados no artigo precedente;
- b) Ter sido admitido ao trabalho nesse território, conforme as disposições da legislação referente ao emprego dos trabalhadores estrangeiros.

CAPÍTULO IV

Prestações familiares

Artigo 28.º

Se a legislação de uma Parte Contratante subordinar a aquisição de direito às prestações familiares ao cumprimento de períodos de seguro, a instituição que aplica esta legislação, tomará em conta para esse efeito, na medida necessária, os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação da outra Parte, como se se tratasse de períodos cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte.

Artigo 29.º

1. Um trabalhador segurado segundo a legislação cabo-verdiana e que tenha filhos que residam ou estejam sendo educado no território dos Países Baixos, terá direito para esses filhos, tendo em conta, se necessário, a totalização dos períodos considerados no artigo precedente, às prestações familiares de acordo com as disposições da legislação cabo-verdiana.

2. Um trabalhador segurado segundo a legislação holandesa e que tenha filhos que residam ou estejam sendo educado no território de Cabo Verde, terá direito pelos ditos filhos às prestações familiares segundo as disposições da legislação holandesa, mesmo se o trabalhador residir no território de Cabo Verde.

3. Se a legislação duma Parte Contratante prever prestações familiares a favor de beneficiários de uma pensão ou prestação, terão igualmente direito a tais prestações os beneficiários de uma pensão ou prestação que são considerados como residindo no território da outra Parte.

4. Se as prestações familiares não forem afectas a alimentos de crianças, pela pessoa que tiver direito a estas prestações, a instituição competente pagará as ditas prestações com efeito liberatório à pessoa física ou moral que tiver o cargo efectivo das crianças, a pedido e por intermédio da instituição do lugar de residência dessas crianças.

Artigo 30.º

O direito às prestações familiares devidas ao abrigo da legislação da Parte Contratante em cujo território a criança não reside, será suspenso quando no decurso dum mesmo período e pela mesma criança, forem igualmente devidas as prestações ao abrigo da legislação da Parte Contratante em cujo território a criança reside.

TÍTULO IV

Disposições diversas

Artigo 31.º

1. As autoridades competentes:

- a) Celebrarão os acordos administrativos necessários à aplicação da presente Convenção;
- b) Comunicação mutuamente todas as informações relativas às medidas tomadas para a sua aplicação;
- c) Comunicarão mutuamente todas as informações relativas às modificações das respectivas legislações susceptíveis de afectar a aplicação da presente Convenção.

2. As autoridades competentes regularão de comum acordo, em tal circunstância, a situação de categorias particulares de trabalhadores.

Artigo 32.º

Para aplicação da presente Convenção as autoridades e as instituições encarregadas da execução da presente Convenção prestar-se-ão mutuamente os seus bons officios e agirão como se se tratasse da aplicação da sua própria legislação. A entajuda administrativa dessas autoridades e instituições será em princípio gratuita. Todavia, as autoridades competentes das Partes Contratantes poderão fixar de comum acordo o reembolso de certas despesas.

Artigo 33.º

1. O benefício de isenção ou reduções de taxas, de selos, de emolumentos notariais de registo previsto pela legislação duma Parte Contratante para os papéis

e documentos a apresentar para aplicação da legislação desta Parte, é extensivo aos papéis e documentos análogos a apresentar para a aplicação da legislação da outra Parte Contratante ou da presente Convenção.

2. Todos os actos, documentos e quaisquer papéis de natureza oficial a apresentar para os fins de aplicação da presente Convenção serão dispensados de legalização ou de qualquer outra formalidade similar.

Artigo 34.º

1. Para aplicação da presente Convenção as instituições das Partes Contratantes corresponder-se-ão directamente, entre elas na língua francesa.

2. As autoridades, instituições ou jurisdições duma Parte Contratante não poderão rejeitar as petições ou outros documentos que lhe sejam endereçados, pelo facto de estarem redigidos na língua oficial da outra Parte Contratante.

Artigo 35.º

As petições, declarações ou recursos que devam ser apresentados segundo a legislação de uma Parte Contratante, num prazo determinado, junto de uma autoridade, uma instituição ou departamento desta Parte, são considerados em condições de serem recebidos, se forem apresentados, no mesmo prazo, junto de uma autoridade, uma instituição ou departamento da outra Parte Contratante. Nesse caso, a autoridade, a instituição ou a jurisdição deste modo encarregado transmitirá sem demora os pedidos, declarações ou recursos à autoridade, à instituição ou à jurisdição competente da primeira Parte.

Artigo 36.º

As transferências de somas resultantes da aplicação da presente Convenção serão efectuadas em conformidade com os acordos em vigor sobre esta matéria entre as duas Partes Contratantes no momento da transferência.

Artigo 37.º

1. Se, por ocasião da liquidação ou da revisão de prestações de velhice ou de sobrevivência (pensões), em aplicação do capítulo 2 do título III, a instituição duma Parte Contratante tiver pago a um beneficiário de prestações uma importância que exceda aquela a que ele tem direito, esta instituição poderá pedir à instituição da Parte Contratante, devedora de prestações correspondentes a favor deste beneficiário, para descontar a quantia paga em excesso nas gratificações em atraso que ela paga ao dito beneficiário.

Esta última instituição efectuará o desconto e tranferirá a importância deste modo retida para a instituição credora. Se a recuperação nas gratificações em atraso, não puder ser feita as disposições do parágrafo seguinte serão aplicáveis.

2. Quando a instituição duma Parte Contratante tiver pago a um beneficiário de prestações uma importância que exceda aquela a que ele tem direito, esta instituição poderá, nas condições e limites previstos pela legislação que ela aplica, pedir à instituição da outra Parte Contratante, devedora de prestações a favor deste beneficiário, para descontar a importância paga em excesso nas quantias que ela pague ao dito beneficiário.

Esta última instituição efectuará o desconto nas con-

dições e limites previstos por uma tal compensação pela legislação que ela aplica, como se se tratasse de importâncias pagas a mais por ela mesma e transferirá o montante deste modo retido para a instituição credora.

3. Quando a instituição dum Parte Contratante tiver pago um adiantamento sobre prestações por um período no decurso do qual o beneficiário tenha direito a receber prestações correspondentes nos termos da legislação da outra Parte Contratante, esta instituição poderá pedir a instituição da outra Parte para descontar o montante do dito adiantamento nas importâncias que ela deva ao dito beneficiário pelo mesmo período.

Esta última instituição efectuará o desconto nas condições e limites previstos pela legislação que ela aplica e transferirá o montante deste modo retido para a instituição credora.

4. Quando uma pessoa tiver beneficiado da assistência social no território dum Parte Contratante, durante um período no decurso do qual ela tenha direito a receber prestações nos termos da legislação da outra Parte Contratante, o organismo que tiver concedido a assistência social poderá, se ele dispuser legalmente do poder de se fazer pagar pelas prestações devidas aos beneficiários da assistência social, pedir à instituição da outra Parte Contratante, devedora de prestações a favor dessa pessoa para descontar o montante dos gastos da assistência social concedida no decurso do dito período na importância que ela pague à dita pessoa. Esta última instituição efectuará o desconto nas condições e limites previstos pela legislação que ela aplica e transferirá o montante deste modo retido para o organismo credor.

Artigo 38.º

1. Qualquer divergência que surja entre as Partes Contratantes, relativas à interpretação ou à aplicação da presente Convenção, serão objecto de negociações directas entre as autoridades competentes das Partes Contratantes.

2. No caso da divergência não poder ser resolvida num prazo de seis meses a partir do primeiro pedido de abertura das negociações prescritas pelo parágrafo 1 do presente artigo, ela será submetida a uma comissão arbitral cuja constituição e normas de procedimento serão determinadas por acordo entre as Partes Contratantes. A comissão arbitral deverá resolver a divergência segundo os princípios fundamentais e o espírito da presente Convenção. As suas decisões serão obrigatórias e definitivas.

TÍTULO V

Disposições transitórias e finais

Artigo 39.º

1. A presente Convenção não abre nenhum direito ao pagamento de prestações por um período anterior à data da sua entrada em vigor.

2. Qualquer período de seguro cumprido ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante antes da entrada em vigor da presente Convenção será tomada em consideração para a determinação dos direitos abertos de acordo com as disposições desta Convenção.

3. Sob reserva das disposições do parágrafo primeiro do presente artigo, um direito é aberto por força da presente Convenção, mesmo que diga respeito a um acontecimento anterior à data da entrada em vigor da presente Convenção.

4. Todas as prestações que não tenham sido liquidadas ou que tenham sido suspensas por motivo de nacionalidade do interessado ou da sua residência no estrangeiro, serão, a pedido do interessado, liquidadas ou estabelecidas a partir da entrada em vigor da presente Convenção.

5. Os direitos dos interessados que tenham obtido anteriormente à entrada em vigor da presente Convenção, a liquidação dum pensão serão revistos a seu pedido, tomando em conta as disposições desta Convenção. Estes direitos poderão igualmente ser revistos por dever de ofício.

Em nenhum caso, uma tal revisão deverá ter efeito de redução de direitos anteriores dos interessados.

6. Se o pedido referido no parágrafos 4 ou 5 do presente artigo apresentado numa prazo de dois anos a partir da data da entrada em vigor da presente Convenção, os direitos abertos de acordo com as disposições desta Convenção serão adquiridos a partir desta data sem que as disposições da legislação da Parte Contratante, relativas à perda ou à prescrição dos direitos sejam aplicáveis aos interessados.

7. Se o pedido referido nos parágrafos 4 ou 5 do presente artigo apresentado depois da expiração dum prazo de dois anos após a entrada em vigor da presente Convenção, os direitos que não tenham sido abrangidos pela perda ou que não tenham prescrito só serão adquiridos, a partir da data do pedido sem prejuízo das disposições mais favoráveis da legislação da Parte Contratante em causa.

Artigo 40.º

Os Governos das Partes Contratantes notificarão um ao outro o cumprimento, nos seus respectivos países, dos procedimentos constitucionais exigíveis para a entrada em vigor da presente Convenção. Ela entrará em vigor no primeiro dia do segundo mês a seguir à data da última destas notificações.

Artigo 41.º

A partir da entrada em vigor da presente Convenção as disposições da troca de Cartas de 2 de Outubro de 1975 e 11 de Dezembro de 1975 (continuação da aplicação da Convenção Luso-Holandesa sobre a Segurança Social nas relações entre as duas Partes Contratantes deixarão de ser aplicáveis.

Artigo 42.º

A presente Convenção terá duração indeterminada.

Ela poderá ser denunciada por cada uma das Partes Contratantes. A denúncia deverá ser notificada o mais tardar seis meses antes do fim do ano civil em curso. Nesse caso a Convenção deixará de vigorar, no fim desse ano.

Artigo 43.º

1. Em caso de denuncia da presente Convenção, todo o direito adquirido ao abrigo das suas disposições será mantido.

2. Os direitos em vias de aquisição, relativos aos períodos cumpridos anteriormente à data em que a denúncia tenha efeito, não se extinguirão pelo facto da denúncia; a sua manutenção ulterior será determinada de comum acordo ou, na falta de tal acordo, pela legislação que a instituição em causa aplica.

Em testemunho do que, os abaixo assinados, devidamente autorizados para esse efeito, assinaram a presente Convenção.

Feito em Haia, a 18 de Novembro de 1981 em dois textos originais em língua francesa.

Pelo Governo do Reino dos Países Baixos, *Van Der Stoel*.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *Silvino Manuel da Luz*.

Protocolo final

Aquando da assinatura da Convenção de Segurança Social entre a República de Cabo Verde e o Reino dos Países Baixos (abaixo designada Convenção), os signatários constataram o acordo das Partes Contratantes sobre os pontos seguintes:

1. Para aplicação das disposições do capítulo 1 do título III da Convenção, são considerados «trabalhador» e «titular de uma pensão» no que respeita à legislação holandesa das prestações em espécie, todas as pessoas asseguradas ao abrigo da lei que regula o seguro Caixa de doença (Zeikenfondswet).

2. As disposições do artigo 13.º e do parágrafo 3.º do artigo 14.º são igualmente aplicáveis aos trabalhadores e aos titulares de pensão devida a título da legislação dum das Partes Contratantes, e que são nacionais de um terceiro país.

3. O titular de uma pensão em virtude da legislação holandesa que não tenha direito no território de Cabo Verde às prestações em espécie em virtude da legislação caboverdiana ou por causa do seguro obrigatório holandês caixa de doença, deverá ser admitido ao seguro voluntário holandês caixa de doença. Para a realização desse seguro é devida uma cotização.

O montante desta cotização, assim como em caso de necessidade, as condições especiais desse seguro, são fixadas pelo Ministro holandês da Saúde e da Protecção do Ambiente.

Para a aplicação do artigo 14, parágrafo 2.º, aquele que for assim admitido a um seguro voluntário é considerado como tendo direito às prestações em espécie, em virtude da legislação holandesa.

O presente Protocolo final que constitui parte integrante da Convenção, terá duração igual e os mesmos efeitos que a própria Convenção.

Em testemunho do que, os abaixo assinados, devidamente autorizadas para esse efeito, assinaram o presente Protocolo.

Feito em Haia, a 18 de Novembro de 1981, em dois textos originais em língua francesa.

Pelo Governo do Reino dos Países Baixos, *Van Der Stoel*.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *Silvino Manuel da Luz*.

CONTAS E BALANCETES DIVERSOS

Banco de Cabo Verde Direcção das Relações com o Estrangeiro e do Controlo de Câmbios Praia (Santiago)

Notas Estrangeiras
Cotações de Câmbios

Em 10/10/84

N.º 161/84

Notas	Dívidas	Compras	Vendas
África do Sul...	Rand	40\$40	46\$47
Alemanha...	Marco	28\$13	30\$39
América 1 e 2...	Dólares	86\$28	93\$23
América 5 a 1000...	Dólares	36\$78	93\$73
Austria ...	Kelim	4\$03	4\$36
Bélgica ...	Franco	1\$29	1\$47
Canadá 1 e 2...	Dólares	65\$29	70\$56
Canadá N. Grandes.	Dólares	65\$79	71\$06
Dinamarca ...	Coroa	7\$77	8\$40
Espanha ...	Peseta	\$471	6\$33
Finlândia ...	Markka	13\$69	14\$79
França ...	Franco	9\$19	9\$93
Holanda ...	Florim	24\$96	26\$96
Inglaterra...	Libra	106\$77	115\$32
Itália...	Lira	\$041	\$047
Japão...	Iene	\$321	\$363
Noruega ...	Coroa	10\$74	10\$53
Portugal ...	Escudo	\$536	\$579
Senegal ...	C.F.A.	\$183	\$208
Suécia ...	Coroa	9\$95	10\$75
Suíça ...	Franco	34\$20	36\$94

Em 10/10/84

N.º 161/84

Países	Unidades e divisas	Compras	Vendas
Londres ...	1 Libra	110\$65	111\$75
Lisboa...	100 Escudos	55\$56	56\$24
Nova Iorque ...	1 Dólar	89\$93	90\$54
Amesterdão ...	100 Florim	2 586\$53	2 612\$23
Bruxelas ...	100 Fr. Com.	144\$06	145\$56
Bruxelas ...	100 Fr. Fin.	130\$29	132\$33
Copenhague ...	100 Coroa	806\$08	814\$39
Estocolmo...	100 Coroa	1 031\$78	1 042\$49
Brancfort (Rep. F. Alemã) ...	100 Deut Mark	2 915\$69	2 944\$39
Helsínquia ...	100 Markka	1 419\$02	1 432\$86
Oslo ...	100 Coroa	1 010\$03	1 020\$17
Otava...	1 Dólar	68\$18	68\$66
Paris...	100 Franco	952\$64	960\$23
Pretória ...	1 Rande	53\$17	53\$81
Roma...	100 Lira	4\$712	4\$762
Tóquio ...	100 Iene	36\$275	36\$619
Viena...	100 Xeltra	418\$00	422\$10
Zurique ...	100 Franco	3 544\$33	3 578\$66
Madrid ...	100 Peseta	52\$44	53\$01
Dakar...	100 CFA	19\$052	19\$205
Clearings:			
Bissau...	100 Peso	—	—

Direcção das Relações com o Estrangeiro e do Controlo de Câmbios, na Praia, 10 de Outubro de 1984. -- Pela Direcção, *Antão José Lopes da Silva*.

AVISOS E ANÚNCIOS OFICIAIS

EDITAL

MINISTÉRIO DA ECONOMIA E DAS FINANÇAS

Secretaria de Estado das Finanças

Direcção-Geral das Alfândegas de Cabo Verde

Alfândega da Praia

EDITAL

Nos termos do disposto no artigo 675.º do Estatuto Orgânico das Alfândegas, aprovado pelo Decreto n.º 45 199, de 29 de Setembro de 1960, faço saber que no próximo dia 26 de Outubro do corrente ano, pelas 9 horas, no recinto desta Alfândega se procederá a venda em hasta pública (1.ª praça), das mercadorias abaixo discriminadas e constantes do processo administrativo n.º 70/81.

Lote único: Constituído por 12 peças de tecido de algodão, para cortina com 372,4^m x 1,30^m, com o peso de 134,10 quilos, na base de licitação de 28 834\$.

A mercadoria será arrematada no estado em que se encontra e o valor da praça será acrescido da percentagem de dez por cento sobre a qual não recairá adicional algum.

E, para constar e devidos efeitos, se fez este e outros de igual teor que serão afixados nos lugares públicos de costume, publicando-se um exemplar no *Boletim Oficial*.

Alfândega da Praia, 10 de Outubro de 1984. — O Director,
Aguinaldo Severino Pires Ferreira de Morais.

(229-A)

EDITAL

Nos termos do disposto no artigo 675.º do Estatuto Orgânico das Alfândegas, aprovado pelo Decreto n.º 45 199, de 29 de Setembro de 1960, faço saber que no próximo dia 29 de Outubro do corrente ano, pelas 9 horas, no recinto desta Alfândega se procederá a venda em hasta pública (1.ª praça), das mercadorias abaixo discriminadas e constantes do processo administrativo n.º 93/82.

Lote número 1: Constituído por 1 bidon contendo 24 embalagens de café, 30 embalagens de detergente, 5 embalagens a 3 dúzias de facas inox, 6 embalagens a 3 dúzias de colheres de chá, 6 embalagens a 3 dúzias de garfos, 5 latas de atum, 2 latas de ervilhas, 2 embalagens a 9,4 litros detergente, 24 embalagens de café a 1 libra, 350 pacotes de preparados de café instantâneo, 5 jarros de vidro para água, 10 quilos de roupas usadas, na base de licitação de 24 415\$.

Lote número 2: Constituído por 1 bidon contendo 25 sabonetes, 1 bola de borracha, 1 lençol algodão, 1 colcha de fibra, 1 lata com 2 libras de café, 4 frascos de perfume, 1 frasco de talco, 300 pedaços de elásticos para roupa, 1 quilo de rebuçados, 36 quilos de roupas usadas, 6 facas para pão, 1 relógio de banca, na base de licitação de 5 271\$.

A mercadoria será arrematada no estado em que se encontra e o valor da praça será acrescido da percentagem de dez por cento sobre a qual não recairá adicional algum.

E, para constar e devidos efeitos, se fez este e outros de igual teor que serão afixados nos lugares públicos de costume, publicando-se um exemplar no *Boletim Oficial*.

Alfândega da Praia, 10 de Outubro de 1984. — O Director,
Aguinaldo Severino Pires Ferreira de Morais.

(230-A)

Nos termos do disposto no artigo 67.º do Estatuto Orgânico das Alfândegas, aprovado pelo Decreto n.º 45 199, de 29 de Setembro de 1960, faço saber que no próximo dia 26 de Outubro do corrente ano, pelas 15 horas, no recinto desta Alfândega se procederá a venda em hasta pública (1.ª praça), das mercadorias abaixo discriminadas e constantes do processo administrativo n.º 3/82.

Lote único: Constituído por 1 bóia de cor preta, medindo três metros de comprimento e dois metros e setenta centímetros de diâmetro, na base de licitação de 9 007\$.

A mercadoria será arrematada no estado em que se encontra e o valor da praça será acrescido da percentagem de dez por cento sobre a qual não recairá adicional algum.

E, para constar e devidos efeitos, se fez este e outros de igual teor que serão afixados nos lugares públicos de costume, publicando-se um exemplar no *Boletim Oficial*.

Alfândega da Praia, 10 de Outubro de 1984. — O Director,
Aguinaldo Severino Pires Ferreira de Morais.

(231-A)

EDITAL

Nos termos do disposto no artigo 675.º do Estatuto Orgânico das Alfândegas, aprovado pelo Decreto n.º 45 199, de 29 de Setembro de 1960, faço saber que no próximo dia 5 de Novembro do corrente ano, pelas 9 horas, no recinto desta Alfândega se procederá a venda em hasta pública (1.ª praça), das mercadorias abaixo discriminadas e constantes do processo administrativo n.º 24/84.

Lote único: Constituído por 5 509 telhas marseilhas, com o peso bruto de 8 263 quilos; 655 telhas marseilhas com defeitos e 43 placas contraplacado, na base de licitação de 138 603\$.

A mercadoria será arrematada no estado em que se encontra e o valor da praça será acrescido da percentagem de dez por cento sobre a qual não recairá adicional algum.

E, para constar e devidos efeitos, se fez este e outros de igual teor que serão afixados nos lugares públicos de costume, publicando-se um exemplar no *Boletim Oficial*.

Alfândega da Praia, 10 de Outubro de 1984. — O Director,
Aguinaldo Severino Pires Ferreira de Morais.

(232-A)

EDITAL

Faço saber que nos termos dos n.ºs 2.º e 3.º da Portaria Ministerial n.º 10 393, de 14 de Maio de 1943, é por este meio notificada Judite, na qualidade de consignatária, a despachar a seguinte mercadoria, no prazo de 15 dias a contar da data da publicação deste edital, sob pena de se proceder de acordo com a lei.

1 Volume conteúdo desconhecido, vindo de Lisboa no n/m «Cabo Bojador», entrado neste porto em 9 de Janeiro de 1984, sob a c/m fiscal 5/84, objecto do processo administrativo n.º 152/84.

E, para constar e devidos efeitos, se fez este e outros de igual teor que serão afixados nos lugares públicos de costume, publicando-se um exemplar no *Boletim Oficial*.

Alfândega da Praia, 10 de Outubro de 1984. — O Director,
Aguinaldo Severino Pires Ferreira de Morais.

(233-A)